



Vive le PCF (mlm) !

Pacte militaire secret franco-grec : préparez-vous au grand défi de la guerre franco-turque !

En tant que communistes, nous avons une vision du monde considérant que le capitalisme ne peut au cours de son développement que tomber dans les mains des monopoles, entamer un sévère tournant autoritaire et basculer dans le militarisme en raison d'une compétition impérialiste pour le repartage du monde.

Pour cette raison, nous affirmons qu'il existe un tournant historique en cette rentrée 2021, de par l'établissement d'un pacte militaire secret entre la France et la Grèce, avec comme intention belliqueuse l'affrontement avec la Turquie.

Il s'agit là d'une réalité nouvelle, à la fois claire et très lourde de conséquences. Nous affirmons que la guerre franco-turque est désormais un élément stratégique de l'impérialisme français et que toutes les forces anti-guerre doivent prendre cela en compte.

Il ne s'agit pas d'une hypothèse, mais bien d'une réalité vérifiable : la France prend parti militairement dans une zone hautement conflictuelle, rendant une participation militaire inévitable.

Il est remarquable d'ailleurs que cet accord franco-grec ait suffisamment « fuité » pour que les couches dirigeantes du pays et les « spécialistes » puissent assimiler cette information impérialiste, alors qu'en même temps aucun média n'a abordé cette question.

Cela est très révélateur de comment il y a une cassure entre le haut et le bas de la société, avec un État faisant des choix impérialistes totalement à l'écart de la société. Les « spécialistes » sont d'ailleurs eux-mêmes ici des vecteurs intellectuels et culturels de l'impérialisme, contribuant aux « choix » à effectuer.

Nous ne voulons quant à nous pas faire de géopolitique, ni de politique-fiction, nous ne voulons pas ici émettre d'hypothèses sur les modalités de ce futur conflit, l'ensemble des protagonistes intervenant, les objectifs visés. Cet aspect est important, mais secondaire.

Ce qui compte, c'est que la France s'inscrit dans un engrenage militaire au moyen d'un pacte secret et qu'il est nécessaire à la fois d'en prendre conscience et de mobiliser sur le moyen terme afin de chercher à empêcher le déclenchement de la guerre et, si elle se déclenche, de la combattre.

Par « pacte secret », nous n'entendons pas une conspiration, mais un procédé anti-démocratique où les directions des États négocient en-dehors de ne serait-ce qu'un droit de regard des masses, faisant pour autant des choix qui les engagent, qui les impliquent, qui les jettent à la guerre. Par « pacte secret », nous entendons également un document qui n'est pas rendu public et qui contient des clauses secrètes relevant du secret d'État.

Il faut ici rappeler que la social-démocratie internationale avait avant 1914 systématiquement dénoncé les pactes militaires secrets et que cette tradition anti-guerre est à reprendre.

Pour résumer les grands traits de l'établissement de ce pacte secret : il a été signé fin septembre 2021, lors de la visite à Paris du premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, du ministre grec des Affaires étrangères Nikos Dendias, ainsi que du ministre de la Défense Nikos Panagiotopoulos.

Il y a eu à cette occasion une conférence de presse des présidents français et grec, les médias français indiquant alors que la Grèce se procurerait pour cinq milliards d'euros de navires de guerre (trois frégates) et d'avions de combat (vingt-quatre Rafales), acceptant la proposition la plus onéreuse de celles faites par plusieurs pays.

Cela reflète un choix qui a une raison précise : la France et la Grèce ont signé une « un accord de partenariat stratégique », qui n'a été expliqué de manière explicite par aucun des pays et dont les médias n'ont donc pas parlé.

Des informations rendues publiques par un média britannique – le Royaume-Uni est une puissance impérialiste concurrente de la France – attribuent au premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis le message suivant :

« Aujourd'hui c'est un jour historique pour la Grèce et la France. Ensemble avec le président Macron, nous avons décidé d'améliorer notre coopération de défense bilatérale, élargissant en même temps l'engagement de nos États pour la solidarité, l'assistance mutuelle et l'action commune dans tous les domaines.

La signature de l'accord pour l'établissement d'un « partenariat stratégique pour la coopération dans la défense et la sécurité » reflète une réalité bien connue : que les deux pays ont développé une alliance très forte qui va au-delà des obligations de l'un envers l'autre dans le contexte de l'Union Européenne et de l'OTAN. »

Les accords internes à l'Union européenne et à l'OTAN impliquent déjà une assistance, ce qui signifie qu'on a ici affaire à une véritable alliance militaire. Le même média britannique a également fait fuiter l'article 2 de l'accord franco-grec, qui dit :

« Les parties apporteront l'une à l'autre assistance et contribution, avec tous les moyens appropriés à leur disposition, et si nécessaire par l'emploi de la force armée, si elles considèrent ensemble qu'une attaque armée a lieu contre le territoire de l'une des deux, en accord avec l'article 51 de la Charte des Nations-Unies [impliquant le droit de légitime défense individuelle ou collective peut être exercé dans le cas d'une « agression armée »]. »

Étant donné qu'il existe des conflits territoriaux extrêmement importants entre la Grèce et la Turquie en mer Égée, c'est là assumer le prochain conflit, de manière absolument inévitable. Cet accord est également en soi un renforcement de la tension régionale et il faut rappeler ici l'épisode de juin 2020 lorsque la frégate française « Courbet » a été la cible d'une « illumination » par le radar de tir de la frégate turque « Gokova », correspondant à un avertissement avant une frappe.

Il faut combattre cette tendance à la militarisation, à la mise en place des blocs pour la prochaine guerre, tout comme il faudra s'opposer à la guerre elle-même.

Nous ne voulons pas revenir ici sur la question turque, la Turquie ayant un régime anti-populaire hautement répressif, étant un pays semi-féodal semi-colonial particulièrement agressif dans son expansionnisme au point de construire un centre militaire plus grand encore que le Pentagone américain et visant à établir son hégémonie sur une large partie de l'ancien empire ottoman.

Nous ne voulons pas le faire, car telle n'est pas la question, qui relève des révolutionnaires de Turquie et des forces kurdes de Turquie luttant contre l'oppression nationale. Nous tenons ici à les saluer, à saluer leur courage et leur abnégation.

C'est qu'il faut être absolument clair à ce sujet : la focalisation sur le caractère belliqueux de l'État turc, sa nature réactionnaire... est une erreur, dans la mesure où en France, c'est la focalisation sur le caractère impérialiste français qui doit primer.

Il faut ici reprendre sans ambiguïtés la thèse léniniste selon laquelle l'ennemi est dans son propre pays. Une guerre impérialiste doit se transformer en guerre civile. Étant donné les forces révolutionnaires en France, à moins d'un changement de configuration, on en sera loin vu d'aujourd'hui, et il faudra alors, au minimum, comme Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, porter le flambeau anti-guerre, à travers la répression.

Il ne sera pas possible de faire de compromis avec la guerre, il faudra la rejeter avec la plus grande fermeté, il faudra souhaiter la défaite des menées militaires, il faudra dénoncer à la fois les visées impérialistes et l'appareil d'État dont les dirigeants de l'armée sont une composante.

Il sera également important de rejeter la thèse erronée, de type nationale-révolutionnaire, selon laquelle la Turquie serait à soutenir en raison du fait qu'elle serait la victime d'une puissance impérialiste. Même si la Turquie est semi-féodale semi-coloniale, elle peut relever de la guerre impérialiste et elle le fait d'autant plus qu'elle est développée et a atteint un stade expansionniste.

Il faudra affirmer, au nom de l'internationalisme prolétarien, que les révolutionnaires de chaque pays doivent œuvrer à la défaite de leur propre État, que le seul chemin hors de la guerre est l'affirmation de la démocratie populaire passant par la liquidation des forces monopolistes et de leurs alliés.

Cette entreprise sera malaisée, tant en France qu'en Turquie ou en Grèce, en raison du puissant chauvinisme auquel contribue une guerre de conquête. Cela promet des moments très difficiles, où ce sont les positions idéologiques qui détermineront de la possibilité d'avancer. Mais les masses de France, de Grèce et de Turquie ne veulent pas la guerre de conquête, elles veulent l'amitié entre les peuples. Le chemin sera sinueux, mais l'avenir lumineux.

« Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine — telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple ; et jamais ils n'iront contre cette logique.

C'est là une loi marxiste. Quand nous disons : « l'impérialisme est féroce », nous entendons que sa nature ne changera pas, et que les impérialistes ne voudront jamais poser leur coutelas de boucher, ni ne deviendront jamais des bouddhas, et cela jusqu'à leur ruine.

Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore, et cela jusqu'à la victoire — telle est la logique du peuple, et lui non plus, il n'ira jamais contre cette logique. C'est encore une loi marxiste. »

(Mao Zedong)

Vive l'internationalisme prolétarien, vive l'amitié des peuples de France, de Grèce et de Turquie !

Non aux visées bellicistes, aux guerres d'influence et de conquête !

Pour l'unité révolutionnaire des avant-gardes de France, de Grèce et de Turquie !

Guerre à la guerre impérialiste !

Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)

Octobre 2021